

Compte-rendu d'une visite de recherche au Mali dans le cadre du projet de recherche-action « Intersections de politiques : renforcer la responsabilisation/redevabilité du bas vers le haut face à l'accaparement des terres au Mali et au Nigeria»

Entre les 16 et 22 juin, des représentant-e-s des organisations participantes du projet de recherche-action « **Intersections de politiques : renforcer la responsabilisation/redevabilité du bas vers le haut face à l'accaparement des terres au Mali et au Nigeria** » se sont rencontrés au Mali pour lancer ensemble le projet, dans le cadre du processus de sécurisation des droits fonciers des communautés rurales dans le pays. Le projet est une coopération entre **FIAN International**



(organisation internationale des droits humains qui travaille pour la réalisation du droit humain à l'alimentation), **ISS** (*International Institute of Social Studies*, Pays Bas - sous la coordination du Professeur Saturnino M. Borrás), la **CNOP** (*Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali*), l'**UACDDDD** (*Union des Associations et des Coordinations pour le Développement et la Défense des Droits des Démunies*) et dans le cadre des activités **CMAT** (*Convergence*

Malienne contre les Accaparements des Terres) sous le financement du **CRDI** (*Centre de Recherches pour le Développement International du Canada*).

Ce projet a commencé au début de cette année 2018 et va se dérouler jusqu'en 2020. Il fait suite à une première phase d'un projet antérieur de recherche-action (2014-2017) entre FIAN, CNOP, UACDDDD et CMAT (avec la collaboration des instituts de recherche TNI, ISS et PLAAS), aussi avec le soutien du CRDI. Le projet antérieur a travaillé sur la sécurisation des droits fonciers coutumiers au Mali en s'appuyant sur les directives pour la gouvernance foncière du CFS et a contribué à la loi sur le foncier Agricole qui sécurise les droits fonciers coutumiers des communautés. Cette Loi sur le Foncier Agricole (LFA) a été promulguée le 11 avril 2017 et reconnaît les droits fonciers coutumiers sur les terres agricoles des communautés agricoles, y compris les espaces vitaux villageois et les terres agricoles familiales. La loi établit aussi la mise en place de commissions foncières villageoises comme organe de délimitation et de gestion du foncier agricole, responsabilisées pour délivrer des attestations de détention coutumière des communautés et pour prévenir et mettre en place des processus de conciliation des conflits fonciers. La loi prévoit aussi que « au moins 15 % des aménagements fonciers de l'Etat ou des collectivités territoriales sont attribués aux groupements et associations de femmes et de jeunes situés dans la zone concernée ».

Pratiquement un an après la promulgation de la LFA, le 4 avril 2018, les décrets sont sortis notamment sur la composition des commissions villageoises foncières. Il reste les arrêtés sur les outils qui ne sont pas encore sortis. Cela ne devrait pas poser normalement trop de problèmes pour l'avancée de la sécurisation foncière des communautés via les commissions foncières. Ainsi les organisations paysannes et mouvement sociaux maliens continuent avec la mise en place concrètes des commissions foncières villageoises et de fraction. Dans le cadre du projet actuel soutenu par CRDI, la CNOP, l'UACDDD et l'USJB vont travailler ensemble pour la mise en oeuvre des commissions villageoises de forme participative avec les communautés dans deux communes du Cercle de Kati (Commune de Mandé et Commune de Narena), près de Bamako. En plus des structures académiques internationales FIAN et ISS, les organisations paysannes compteront aussi avec le soutien du Professeur Moussa Djiré, expert foncier et Recteur de l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako.



Commune du Mandé, Cercle de Kati

En renforçant le processus de sécurisation foncière, le projet vise aussi à soutenir la gouvernance foncière en mettant un focus sur leur accès et gestion par les différents groupements sociaux (intergénérationnels, des classe sociales, des ethnies et des genres dont les femmes et les jeunes. Mais aussi de mieux comprendre quelles sont les interrelations entre les ressources naturelles y compris les risques/menaces d'accaparement de ces différentes ressources naturelles (des eaux, des forêts, des mines, etc.), entre les différentes politiques de gouvernance de ces ressources et les possibilités de redevabilité par les communautés qui seront aussi analysées dans le cadre de ce projet. Tout en faisant un lien avec les possibilités de justice environnementale, climatique et foncière et l'accès et la sécurisation de ces ressources. ISS et FIAN, en partenariat avec des organisations nigérianes, vont aussi explorer ces mêmes relations au Nigeria dans le cadre du projet soutenu par CRDI.

Pendant la semaine du 16 au 22 juin, les organisations paysannes, les mouvements de bases et chercheurs du Mali ont reçu la visite de Sofia Monsalve, Secrétaire Générale de FIAN et coordinatrice du projet financé par CRDI, et d'une représentante de International Institute of Social Studies, Daniela Calmon, pour le lancement officiel du projet. Pendant la semaine, les partenaires se sont réunis plusieurs fois pour discuter des prochains pas dans le cadre du projet et ont été notamment reçu par les communautés des deux communes du Mandé dans le Cercle de Kati où les commissions villageoise foncières seront mises en place.

Le dimanche 17 juin une séance de travail autour du projet a eu lieu dans le bureau du Professeur Djiré, au rectorat de l'USJB afin d'affiner la méthodologie et la planification.



Visites aux bureaux de la CNOP et de l'UACDDD, membres de la Convergence Malienne contre l'Accaparement des Terres (CMAT), et partenaires dans le projet

Le 19 juin, les co-chercheurs de la CNOP, Chantal, de l'UACDDDD, Massa, ainsi que FIAN avec Sofia Monsalve, ISS avec Daniela Calmon et le Professeur Moussa Djiré de l'USJB accompagnés de deux étudiants et d'une délégation de l'UACDDDD ont participé à une grande assemblée à Badougou, cœur historique du Mandé, qui a vu la participation des 11 villages sur les 26 de la commune, représentés par leurs chefs des villages, leurs chefs coutumiers, des maires et des représentantes des associations des femmes et des jeunes. Les représentants des villages ont parlé de l'importance de la lutte des dernières années contre l'accaparement des terres et de l'importance maintenant de la continuation du processus de sécurisation des droits fonciers coutumiers à travers l'installation des commissions foncières villageoises. Depuis les années 1990s,



le Mandé a beaucoup souffert avec des accaparements de terres liés à la spéculation foncière autour de Bamako, mais, depuis 2010, avec le travail de l'UACDDDD, ils ont aussi réussi la récupération de parcelles accaparées et ont renforcé les liaisons communautaires, l'accès des terres aux femmes dans le cadre d'un autre projet avec le soutien de Pain pour le monde. Plusieurs chefs de village ont parlé de l'importance des jeunes dans le processus de sécurisation la terre. « La terre, c'est la richesse » a-t-il dit un des chefs. Les acteurs du projet CNOP, l'UACDDDD et FIAN ont parlé du cadre du projet et de sa place dans la lutte pour sécuriser les droits fonciers coutumiers, l'accès et la gestion aux ressources naturelles des communautés, et de l'Agriculture avec l'AgroEcologie Paysanne.



Assemblée dans la commune du Mandé – 19 juin 2018

Le 20 juin, les acteurs du projet ont aussi organisé à une rencontre avec les six villages de la commune de Narena, dans le village de Sokourani, aussi pour partager le projet et les prochains pas dans l'installation des commissions villageoises foncières et les réflexions sur les terroirs en AgroEcologie Paysanne. Les représentants des communautés ont beaucoup parlé de l'importance de la collaboration entre villages pour faire avancer la sécurisation de la terre et de dépasser les conflits qui divisent les communautés. Narena a été moins frappé par les accaparements de terres, par la spéculation urbaine étant éloignée de 75 km de Bamako, mais cela commence à venir. La mise en place des commissions foncières villageoises permettrait de mieux anticiper, mieux sécuriser et mieux prévenir et résoudre des conflits. Les gens des villages ont aussi parlé de changements environnementaux, comme dans les marigots où ils pêchent et qui ont de moins en moins d'eau. Dans le cadre du projet, les communautés font faire un bilan de l'état de leurs ressources naturelles et des changements environnementaux qu'ils ont déjà subi.

Les membres de la communauté ont aussi partagé l'importance de l'AgroEcologie Paysanne qui est déjà portée dans la commune de Narena par des relais paysan-nes formé-es par la CNOP et aussi autour d'activités économiques. Ainsi récemment les membres de la commune ont commencé à produire des jus de fruits utilisant des fruits locaux, comme le baobab, le tamarin, le

gingembre et le bissap. Les femmes et les jeunes ont complètement été intégré dans le processus. Mais aussi dans le fonctionnement de l'activité.



Rencontre avec les villages de la commune de Narena – 20 juin 2018

Pendant la semaine, les acteurs du projet soutenu par CRDI ont aussi participé e échangé lors d'un atelier organisé par l'UACDDDD avec des représentants des communautés et des maires affectés par l'accaparement des terres par des grands projets agricoles dans l'Office du Niger , le Mandé et de la zone de SAN. ils ont participé et échangé lors de l'ouverture du 12^{ème} atelier du Réseau Climat et Développement à Bamako le 18 juin, à fin de mieux comprendre l'état actuel des politiques de changement climatique dans le Mali et les potentiels intersections entre les multiples formes de gouvernance des ressources naturelles. La question foncière a été notamment absente dans les discussions de l'ouverture malgré sa importance pour la justice climatique et Chantala fait une intervention dans l'événement renforçant que l'on ne peut pas faire face à la crise climatique sans d'abord parler de la sécurisation foncière des paysan-nes et de l'AgroEcologie Paysanne. Le projet vise aussi mieux comprendre la relation entre la lutte pour la justice sociale dans la gouvernance des terres et la justice climatique et peut ouvrir l'espace pour des politiques qui reconnaissent la importance des paysan-nes dans la lutte contre la crise climatique



Intervention de Chantal Jacovetti de la CNOP dans l'ouverture de l'atelier RCD – 18 juin 2018 à Bamako

Dans les prochains mois, la CNOP et l'UACDDDD, en collaboration et appuyé par le Professeur Moussa Djiré, vont continuer le travail de recherche action dans les deux communes du

Cercle de Kati pour aider dans la formation des commissions villageoises, préparer de façon participative des cartes des ressources naturelles et des droits de l'usage des ressources des communautés et pour avancer vers l'attestation des droits coutumiers fonciers, avec le soutien technique de FIAN et ISS.